

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/MM-Giscard-d-Estaing-et-Messmer-pourraient-etre-entendus-sur-l-aide-aux-dictatures-sud-americaines>

MM. Giscard d'Estaing et Messmer pourraient être entendus sur l'aide aux dictatures sud-américaines

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Plan Condor - Actualités -
Date de mise en ligne : mercredi 24 septembre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Un avocat parisien a demandé à un juge leur audition après la diffusion d'un film sur la coopération de militaires français avec les dictatures dans les années 1970.

Le documentaire « Les escadrons de la mort : l'école française », diffusé sur Canal+ lundi 1er septembre, pourrait avoir des conséquences judiciaires et politiques. Cette enquête journalistique, qui a déjà provoqué de vives réactions en Argentine (Le Monde du 13 septembre), dénonce la manière dont l'armée française a, semble-t-il, "exporté" ses méthodes de répression, et collaboré, par le biais de divers instructeurs, avec plusieurs régimes dictatoriaux d'Amérique du Sud dans les années 1970.

Me William Bourdon, l'avocat des familles de quatre Français disparus en Argentine à l'époque de la junte militaire (1976-1982), a écrit, lundi 22 septembre, au juge d'instruction parisien Gérard Caddéo, chargé des enquêtes sur ces disparitions. Me Bourdon demande l'audition de sept personnes, de nationalité française, dont les noms sont cités dans le documentaire. Parmi elles, figurent un ancien diplomate, quatre officiers à la retraite, mais aussi des responsables politiques : l'ancien premier ministre (1972-1974) Pierre Messmer et Valéry Giscard d'Estaing, président de la République de 1974 à 1981.

M. Messmer, qui fut également ministre des armées de 1960 à 1969, a fait savoir au Monde qu'il était "prêt à répondre" à une éventuelle convocation du juge. Selon son entourage, M. Giscard d'Estaing n'était pas joignable, mercredi matin 24 septembre.

En s'appuyant sur le film, Me Bourdon assure que les "plus hauts représentants de l'Etat" étaient "parfaitement informés de cette collaboration et de sa nature". Selon nos informations, le juge Caddéo a déjà effectué des recherches dans les archives militaires afin d'en savoir davantage sur ces accords de coopération.

Rôle décisif

L'enquête de la journaliste Marie-Monique Robin, riche en témoignages inédits, tend à démontrer que la France a joué un rôle décisif dans la formation des militaires argentins. Les officiers dont Me Bourdon demande l'audition avaient tous participé à la guerre d'Algérie - et fréquenté parfois les rangs de l'OAS - avant de partir en Amérique du Sud.

Ils auraient enseigné aux Sud-Américains les techniques de quadrillage d'une ville, les méthodes d'interrogatoire et de torture, ainsi que la mise en place des "escadrons de la mort", chargés de faire disparaître les "éléments subversifs". Pour la seule Argentine, les organisations de défense des droits de l'homme estiment à 30 000 le nombre de morts et de disparus.

Le film fait également état d'une collaboration policière étroite, impliquant cette fois la direction de la surveillance du territoire (DST). A en croire le témoignage de l'ancien ministre argentin de l'intérieur, Albano Harguindeguy, son homologue français, Michel Poniatowski - décédé en 2002 -, aurait encouragé cette coopération et ordonné la surveillance des Sud-Américains exilés en France.

Parallèlement à ces développements judiciaires, les trois députés Verts à l'Assemblée nationale, emmenés par Noël Mamère, réclament la création d'une commission d'enquête parlementaire. "L'honneur de la France, écrivent les élus écologistes, est de faire toute la lumière sur cette funeste période tant restent opaques et inconnus bien des aspects

MM. Giscard d'Estaing et Messmer pourraient être entendus sur l'aide aux dictatures sud-américaines

de cette étrange coopération."

Par Philippe Broussard

[Le Monde, 24 septembre 2003. 13h25](#)

Post-scriptum :

" ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 25.09.03